

SÉMINAIRE DE RECHERCHE

Trois-Rivières, 7 mai 2010

# *Les figures du pouvoir* À TRAVERS LE TEMPS



**Formes, pratiques et intérêts**  
des groupes élitaires au Québec, xvii<sup>e</sup>-xx<sup>e</sup> siècles

## PROGRAMME

**ciéq** Centre  
interuniversitaire  
d'études québécoises

**UQTR**  
Université du Québec à Trois-Rivières

## Comité organisateur

**Christian Dessureault**, professeur, Université de Montréal

**Thierry Nootens**, professeur, Université du Québec à Trois-Rivières

**Léon Robichaud**, professeur, Université de Sherbrooke

**Jean-René Thuot**, stagiaire postdoctoral, Université de Rennes

## Ont contribué à l'organisation de ce colloque :

**Marie-Emmanuelle Reytier**, coordonnatrice, CIEQ-UQTR

**Émilie Lapierre Pintal**, conceptrice graphique, CIEQ-Laval

**Tomy Grenier**, webmestre, CIEQ-UQTR

**Marie Germain**, agente d'administration, CIEQ-UQTR

**Nathalie Mailly**, commis – services académiques et administratifs,  
Département des sciences humaines, UQTR

**Amélie Audet**, secrétaire de gestion, CIEQ-Laval

## Thématique

L'étude des élites au Québec a véritablement démarré avec le débat entourant les conséquences de la Conquête : la présence ou non d'une bourgeoisie d'affaires et le leadership dans la société canadienne-française étaient alors en cause. La thèse de la « décapitation sociale » a notamment contribué à polariser les débats pendant plusieurs années. Par la suite, l'analyse du phénomène élitair a suivi le mouvement de l'histoire quantitative, par des études plus systématiques des groupes élitaires et de leurs caractéristiques communes, en vertu de l'approche prosopographique. La question de l'exercice du pouvoir et de la domination au sein de communautés était alors centrale. Les travaux plus récents, quant à eux, se penchent sur le rapport entre institutions et groupes dominants, de même que sur les pratiques culturelles de ces derniers.

À l'heure de l'éclatement des recherches historiques en de multiples objets, de la relégation à l'arrière-plan des structures sociales, la recherche sur les élites conserve toute sa pertinence. Elle doit pour cela renouveler ses perspectives et tenir compte de multiples jeux d'échelles, tout en interpellant l'évolution de la formation sociale québécoise dans son ensemble et les différents rapports de pouvoir qui l'ont traversée. Elle ne peut non plus ignorer les grandes transitions et ruptures politiques, économiques, idéologiques et culturelles vécues depuis l'époque de la Nouvelle-France. En somme, comment les liens sociaux permettant la domination se sont-ils reproduits et transformés dans l'espace historique québécois?

## PROGRAMMATION

8 h 30 – Accueil et présentation  
du séminaire de recherche

8 h 45

### ÉLITES « POPULAIRES » ET ÉTATIQUES DE NOUVELLE-FRANCE

**Léon Robichaud**, professeur adjoint,  
Département d'histoire, Université de Sherbrooke  
*Le rôle des anciens et des nouveaux habitants  
de Montréal dans la formation d'une élite urbaine,  
1642-1700*

**Marie-Ève Ouellet**, doctorante en histoire,  
Université de Montréal et Université Rennes 2  
*Une élite administrative transatlantique ?  
Les intendants de France et de Nouvelle-France  
au 18<sup>e</sup> siècle (1700-1750)*

**Colin M. Coates**, professeur,  
Département d'études canadiennes, Université York  
*Les cabales coloniales :  
les élites dans le discours politique  
en Nouvelle-France sous Louis XIV*

10 h 15 – Pause

10 h 30

### ÉLITES DE LA « PROVINCE OF QUEBEC » ET DU BAS-CANADA. DES BOULEVERSEMENTS STRUCTURELS ?

**Donald Fyson**, professeur, Département d'histoire,  
Université Laval, CIEQ  
*Les élites au Québec, 1759-1775 :  
de la décapitation à l'adaptation*

**Christian Dessureault**, professeur,  
Département d'histoire, Université de Montréal  
*Élites institutionnelles et structures sociales  
des campagnes de la plaine de Montréal  
dans la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle :  
éléments de réflexion*

**Benoît Grenier**, professeur, Département d'histoire,  
Université de Sherbrooke, CIEQ  
*Élites seigneuriales, élites municipales :  
le pouvoir seigneurial à l'heure de l'abolition*

12 h 00 – DÎNER

13 h 30

### ÉLITES URBAINES DE L'ÂGE D'OR DU CAPITALISME INDUSTRIEL. LUTTES ET PRATIQUES DISTINCTIVES

**Harold Bérubé**, professeur adjoint, Département  
d'histoire, Université de Sherbrooke  
*Des sociétés distinctes : culture et pratiques politiques  
de la bourgeoisie montréalaise (1880-1939)*

**Sylvie Taschereau**, professeure,  
Département des sciences humaines,  
Université du Québec à Trois-Rivières, CIEQ  
*Les Uptowners de la communauté juive montréalaise,  
1890-1930 : un exemple particulier d'élite urbaine ?*

14 h 30 – Pause

15 h 00

### SAVOIR, REPRÉSENTATIONS ET STATUT ÉLITAIRE

**Jean-Philippe Garneau**, professeur, Département  
d'histoire, Université du Québec à Montréal, CIEQ  
*L'avocat dans la société bas-canadienne :  
réflexions sur les liens entre profession  
et pouvoir social*

**Olivier Hubert**, professeur, Département d'histoire,  
Université de Montréal, CIEQ  
*Écoles privées et domination sociale au Québec :  
une lecture sur le temps long*

**Jean-René Thuot**, stagiaire postdoctoral,  
Université de Rennes 2  
*"Un tel homme ne doit point avoir autorité  
sur le public" : mise à l'épreuve  
des représentations de l'homme de pouvoir  
dans la société rurale québécoise, 1800-1870*

16 h 30 à 17 h 30 – Séance plénière

### SÉANCE PLÉNIÈRE

Commentateurs :

**René Hardy**, professeur retraité,  
Département des sciences humaines,  
Université du Québec à Trois-Rivières, CIEQ

**Brian Young**, professeur retraité,  
Département d'histoire, Université McGill, CIEQ

# RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS

## Le rôle des anciens et des nouveaux habitants de Montréal dans la formation d'une élite urbaine, 1642-1700

**Léon ROBICHAUD,**

professeur adjoint, Département d'histoire,  
Université de Sherbrooke

La fondation d'une nouvelle ville offre l'occasion d'observer le processus de formation d'une élite. Dans le cas de Montréal, la place de certains membres de ce groupe est déjà acquise, compte tenu de leur rang et de leurs fonctions. Qu'en est-il des autres, qui ont joué un rôle important dans les affaires montréalaises, et que l'on qualifie de « principaux habitants » ? Quels facteurs leur ont permis de se distinguer de la population ? Enfin, lesquels réussiront à transmettre leur statut à la génération suivante et ainsi assurer la présence de leur famille au sein de l'élite ?

À Montréal, l'identification des membres de l'élite est facilitée par les sources et par les études qui énumèrent ceux qui se considèrent ou que l'on considère comme formant le corps des principaux habitants à divers moments au cours du XVII<sup>e</sup> siècle. Une démarche prosopographique sommaire (origine, carrière et niveau de vie), associée à une analyse de réseaux (relations sociales, politiques et économiques) nous permettra de suivre le destin d'une centaine de Montréalais sur trois générations. Je compte ainsi faire ressortir l'importance de différents facteurs (la naissance, l'ancienneté, le service, la richesse, le clientélisme et les accidents) pour s'insérer au sein de l'élite, pour s'y maintenir, pour préparer l'ascension de la prochaine génération ou pour réduire à néant les efforts déployés. Je compte ainsi vérifier si le service, le plus souvent appuyé par la richesse, devient le plus souvent la courroie grâce à laquelle une personne peut se hisser dans l'échelle sociale.

### Notes

---

---

---

---

---

---

---

---

---

---

# RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS

## Une élite administrative transatlantique? Les intendants de France et de Nouvelle-France au 18<sup>e</sup> siècle (1700-1750)

**Marie-Ève OUELLET,**

doctorante en histoire,

Université de Montréal et Université Rennes 2 (France)

La multiplication des domaines d'intervention étatique à partir du règne de Louis XIV a rendu nécessaire autant qu'il a permis la construction d'un appareil d'État qui se professionnalise autour d'une nouvelle distribution du pouvoir. Le triomphe du système des offices relègue la noblesse traditionnelle au second rang, derrière une noblesse de robe entièrement dévouée au service royal. Faute d'une véritable administration intermédiaire, le rôle de relais entre le pouvoir central et l'échelon local revient aux intendants, nommés par commission royale. Encore limitée au 17<sup>e</sup> siècle, leur capacité administrative s'accroît de façon significative au siècle suivant avec la formation d'un réseau d'agents permanents dans les intendances. Ministres, intendants, subdélégués, secrétaires et commis forment alors une chaîne administrative liant les administrés au pouvoir exécutif.

L'analyse de leurs origines socioprofessionnelles révéla la formation juridique commune des intendants de provinces, presque tous d'anciens maîtres des requêtes ou magistrats des cours souveraines. En Nouvelle-France, l'étude prosopographique de Jean-Claude Dubé reconstitua les composantes sociales du groupe des intendants, découvrant leurs affinités notamment au niveau de l'origine socio-économique, des comportements culturels et des réseaux de clientèle. Peu d'études ont toutefois cherché à établir des liens entre ces deux corps d'administrateurs. À travers l'analyse groupée d'intendants de provinces de France et de Nouvelle-France au 18<sup>e</sup> siècle, il s'agit de voir en quoi ceux-ci s'insèrent (ou non) dans une même élite administrative, celle-là même qui au 18<sup>e</sup> siècle prendrait peu à peu ses distances vis-à-vis la cour jusqu'à façonner des pratiques qui lui sont propres.

### Notes

---

---

---

---

---

---

---

---

# RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS

## Les cabales coloniales : les élites dans le discours politique en Nouvelle-France sous Louis XIV

**Colin M. COATES,**

professeur, Département d'études canadiennes,  
Université York

Dans un projet plus large, j'examine le processus de l'implantation d'un État colonial absolutiste en Nouvelle-France sous Louis XIV. Du point de vue étatique, à l'encontre de la France métropolitaine, la Nouvelle-France représentait une sorte de table rase où le roi avait très peu d'opposition à ses desseins absolutistes. Dans sa colonie, il n'avait pas à faire face aux pouvoirs bien enracinés : il n'avait pas à maîtriser une aristocratie, des villes, des parlements ou des corporations. La vénalité des offices, une entrave importante au pouvoir royal, n'existait guère en Nouvelle-France. Dans « cet état naissant de Canada », le pouvoir émanait du roi, et il était incarné par ses représentants, le gouverneur et l'intendant. Même s'il y avait parfois des tensions entre l'état colonial et l'Église, l'évêque aussi dépendait du roi.

Mais l'absolutisme représentait, même en Nouvelle-France, un idéal, impossible à réaliser complètement. Il existe toujours des limites au pouvoir, qu'ils soient réels ou théoriques. Dans le discours politique en Nouvelle-France (qui a trait à la population française, car les autochtones présentent une problématique bien différente), nous trouvons plusieurs références aux rébellions et aux déloyaux. Malgré l'image toujours très répandue d'habitants insoumis, il y avait en effet de très rares exemples d'actes de rébellion populaire pendant toute la période de la Nouvelle-France. Par contre, dans la correspondance du gouverneur et de l'intendant avec le ministre de la Marine, il est souvent question de « cabales ». Le symbole de la cabale évoquait les actions et les sentiments des élites, des gens liés étroitement au gouverneur ou à l'intendant. Or, dans la colonie très éloignée de la métropole, le roi avait peur que ses représentants et leurs clientèles se soient comportés trop indépendamment, qu'ils aient établi des regroupements qui pouvaient contrecarrer ses désirs. En Nouvelle-France, la politique se vit parmi une élite relativement restreinte – ce qui n'exclut pourtant pas le « peuple » d'un rôle politique –, et le discours politique reflète la nécessité de proclamer sa fidélité envers le roi, et de la montrer de façon transparente. À partir de l'image rhétorique de la cabale, cette communication étudie le rôle des élites dans le discours politique colonial.

### Notes

---

---

---

---

---

---

# RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS

## Les élites au Québec, 1759-1775 : de la décapitation à l'adaptation

**Donald FYSON,**  
professeur, Département d'histoire,  
Université Laval, CIEQ

Cette communication se propose d'aborder la question des élites du Québec dans la période qui suit immédiatement la Conquête britannique de la Nouvelle France en 1759-1760. Elle s'attardera donc au sort des anciennes élites françaises et canadiennes et notamment à leur positionnement et leur pouvoir par rapport aux nouvelles élites britanniques. La période couverte comprend à la fois le Régime militaire (période généralement méconnue de l'historiographie) et le règne « incertain » de la Proclamation royale de 1763.

La communication se penchera d'abord sur la question de la décapitation de la société canadienne pour faire le point sur le renouveau des connaissances dans ce domaine depuis quelques années, grâce entre autres à la prosopographie. Elle présentera ensuite les formes d'adaptation mutuelle dans des domaines tels l'administration publique, la vie politique, le droit et l'économie avec un accent particulier sur les questions de l'exclusion des francophones catholiques et de la domination des nouvelles élites britanniques. Elle cherchera à frayer un chemin mitoyen entre les visions « misérabiliste » et « jovialiste » des effets de la Conquête sur les élites du Québec, en mettant l'accent sur les pratiques concrètes de cette adaptation imposée sur les élites des deux groupes ethnolinguistiques. La communication sera basée en partie sur mes propres travaux sur les élites du début du régime britannique et en partie sur les travaux d'autres chercheurs, de même que sur quelques coups de sonde supplémentaires dans les archives officielles, judiciaires et notariales.

### Notes

---

---

---

---

---

---

---

# RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS

## Les élites institutionnelles locales et les structures sociales des campagnes de la plaine de Montréal dans la première moitié du 19<sup>e</sup> siècle : éléments de réflexion

**Christian DESSUREAULT,**  
professeur, Département d'histoire,  
Université de Montréal

Les recherches récentes sur les élites institutionnelles locales constituent une contribution majeure à l'histoire sociale du monde rural québécois d'avant 1850. Ces recherches ont d'abord révélé l'existence insoupçonnée d'un ensemble d'institutions relativement articulé et complexe. Elles ont aussi démontré la présence dans les campagnes d'une élite politique locale nombreuse et socialement hétérogène. Cette élite remplit des charges de calibres divers, tantôt nominatives, tantôt électives. Les individus qui occupent ces charges assurent à la fois des rôles de décideurs dans les affaires locales de la communauté et des rôles de médiateurs ou d'intermédiaires entre la société locale et les pouvoirs extérieurs. L'étude de ces élites politiques a aussi contribué à nuancer la conception communautariste et consensuelle des rapports sociaux dans les campagnes en mettant l'accent sur les conflits internes, sur la compétition et la collaboration entre les acteurs individuels, entre les familles et entre les groupes socioprofessionnels.

L'emploi de cette notion d'élite institutionnelle, si féconde soit-elle, ne doit toutefois pas conduire selon nous au rejet des approches fondées sur les concepts de classes et de systèmes économiques et sociaux. Elle devrait plutôt permettre d'enrichir notre réflexion sur la complexité des alliances et des divisions sociales dans le monde rural. D'une part, cette communication cherche ainsi, à partir d'un bilan des recherches menées sur les élites institutionnelles et sur quelques coups de sonde dans les sources, à revoir, sous un nouvel angle, la question des hiérarchies et des rapports sociaux dans les campagnes. D'autre part, elle vise à proposer des pistes pour arrimer ces acquis récents sur l'organisation institutionnelle des campagnes à un questionnement plus général sur le système économique et social du monde rural.

### Notes

---

---

---

---

---

---

---

---

# RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS

## Élites seigneuriales, élites municipales : le pouvoir seigneurial à l'heure de l'abolition

**Benoît GRENIER,**

professeur, Département d'histoire,  
Université de Sherbrooke, CIEQ

Au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, le Québec connaît une reconfiguration des structures de pouvoir. L'émergence des institutions municipales durant la décennie 1840, qui coïncide à une décennie près avec l'abolition du régime seigneurial (1854), en constitue une illustration exemplaire. À l'intérieur du monde rural, ces changements semblent à première vue annonciateurs de la disparition de la société inégalitaire, héritée de l'Ancien régime, que symbolisait la figure seigneuriale. Or, dans nombre de municipalités qui voient le jour dans le territoire seigneurial, les fonctions de maires seront occupées par les anciens seigneurs ou des membres de leur famille. Sur le plan humain, ces changements sont particulièrement tangibles au sein des communautés où résident les familles seigneuriales.

La communication proposée s'inscrit dans un projet de recherche plus vaste portant sur les persistances (économiques, sociales et culturelles) du pouvoir seigneurial après l'adoption, en 1854, de l'*Acte pour l'abolition des droits et devoirs féodaux dans le Bas-Canada*. Elle visera, avant d'amorcer l'étude à l'échelle de la vallée du Saint-Laurent, à poser quelques pistes de réflexion sur le contexte, les formes et la signification de cette appropriation d'un nouveau lieu de pouvoir par les détenteurs d'un pouvoir traditionnel. Globalement, cette étude cherchera à comprendre les moyens par lesquels s'est maintenu et, peut-être, accru le pouvoir seigneurial après l'abolition des « droits et devoirs féodaux » par l'Acte de 1854. Dans certains cas, le passage d'élites seigneuriales à élites municipales semble révéler davantage un dédoublement des formes de pouvoir qu'une mutation de celles-ci.

### Notes

---

---

---

---

---

---

---

---

# RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS

## Des sociétés distinctes : culture et pratiques politiques de la bourgeoisie montréalaise (1880-1939)

**Harold BÉRUBÉ,**

professeur adjoint, Département d'histoire,  
Université de Sherbrooke

*There is no doubt that municipal government is the dead end,  
the blind alley of democracy.*

Stephen Leacock, 1948

Ma communication portera sur les stratégies et les mécanismes d'exercice et de maintien du pouvoir de la bourgeoisie anglo-montréalaise sur le plan local, entre la fin du 19<sup>e</sup> siècle et le début de la Seconde Guerre mondiale. Mon objectif est double : d'une part, mettre en lumière les causes et les effets de la rupture que représente l'exode suburbain des élites anglo-montréalaises à partir de la fin du 19<sup>e</sup> siècle et, d'autre part, faire ressortir les façons dont la culture et les pratiques politiques de ce groupe social s'adaptèrent pour préserver son influence sur le plan local et métropolitain.

Pour arriver à cette fin, je reviendrai d'abord brièvement sur les caractéristiques générales du gouvernement municipal canadien et sur l'autonomie dont il dispose – du moins théoriquement – durant cette période. Je me tournerai ensuite vers le contexte politique montréalais de la fin du 19<sup>e</sup> siècle et du début du suivant pour montrer comment l'affrontement entre réformistes et populistes, tout en recouvrant d'importantes luttes entre classes et groupes ethnolinguistiques, pave la voie non seulement à la suburbanisation des élites anglo-montréalaises, mais pose les fondements du mode de gouvernance qui dominera ces banlieues. Ainsi, j'expliquerai comment, dans ces toutes nouvelles banlieues bourgeoises, le programme réformiste, la culture d'entreprise et l'idéal suburbain se conjuguèrent pour donner naissance à une démocratie suburbaine bourgeoise étonnamment durable.

### Notes

---

---

---

---

---

---

---

## RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS

### *Les Uptowners* de la communauté juive montréalaise, 1890-1930 : un exemple particulier d'élite urbaine ?

**Sylvie TASCHEREAU,**

professeur, Département des sciences humaines,  
Université du Québec à Trois-Rivières, CIEQ

Les grandes vagues migratoires de Juifs d'Europe commencent à atteindre Montréal à la fin du 19<sup>e</sup> siècle et transforment la petite communauté de Juifs anglicisés qui s'y trouvait en une communauté immigrante dont la population atteint près de 60 000 personnes en 1931 et représente 6 % de la population montréalaise.

Les nouveaux arrivants déploient en peu de temps un éventail impressionnant d'institutions communautaires et développent une économie vigoureuse. L'élite de cette population, un ensemble relativement soudé et cohérent de gens d'affaires et des professions libérales, participe à ce processus d'établissement et d'insertion économique de différentes manières, notamment à titre d'employeur. Elle joue également un rôle de représentation et de négociation, qu'elle assume pour l'ensemble de la communauté face à la société globale.

Les chercheurs qui ont travaillé sur le Québec de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle ont beaucoup insisté sur l'isolement des Juifs, première minorité non chrétienne dans une société largement organisée en fonction de la dualité religieuse et linguistique. Je conclusais cependant une étude récente en soulignant combien leur élite est solidement ancrée dans des réseaux politiques, professionnels et d'affaires à la fois canadiens-anglais et canadiens-français.

Prenant appui sur mes propres travaux et ceux d'autres chercheurs, je poursuivrai cette analyse en discutant de l'applicabilité à ces groupes sociaux du concept d'« élite urbaine ». En particulier, je mettrai en lumière les rapports de ces groupes avec les élites canadiennes-françaises et canadiennes-anglaises de la ville, les institutions propres à ces élites et celles de la société globale.

#### Notes

---

---

---

---

---

---

## RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS

### L'avocat dans la société bas-canadienne : réflexions sur les liens entre profession et pouvoir social

**Jean-Philippe GARNEAU,**

professeur, Département d'histoire,  
Université du Québec à Montréal, CIEQ

Dans l'histoire bas-canadienne, la figure de l'avocat est bien connue. C'est, avec le médecin et le notaire particulièrement, l'un des membres influents des professions libérales qui noyautent, jusqu'aux Rébellions de 1837-1838, la majorité parlementaire en lutte avec le pouvoir colonial britannique. Étrangement, comme professionnel, son histoire a somme toute été peu explorée, exception faite des travaux de C. Veilleux, G.B. Baker, S. Normand et, dans une moindre mesure, F. Ouellet (le constat est sensiblement le même pour l'ensemble du Canada, malgré les travaux importants de D. et L. Gibson, G.B. Baker, P. Girard, B. Cahill, C. Wilton, C. Moore, J. Broakman). Il me semble pourtant difficile d'expliquer avec satisfaction la place privilégiée que l'avocat occupe dans la société bas-canadienne sans faire un détour par la profession qui le distingue et le destine, peut-être plus que toute autre aux XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles, à jouer les rôles de porte-parole, de critique et, parfois, de redresseur de torts.

La présente communication propose donc une réflexion sur les liens entre le statut professionnel et le pouvoir social, en examinant plus particulièrement la formation et la pratique des avocats dans les premières décennies d'existence du barreau. Pour expliquer l'ascension rapide du personnage et sa position privilégiée dans l'espace sociopolitique bas-canadien, il faut sans doute insister sur plusieurs facteurs, notamment : ses contacts précoces avec l'un des symboles importants de la culture politique anglaise (le tribunal et ses garanties judiciaires) ; l'acquisition d'un savoir particulièrement pertinent pour les affaires publiques (pas uniquement formé de la science juridique elle-même) ; la constitution d'une clientèle et d'un réseau socioprofessionnel au fil du travail de représentation qui assure à l'avocat un rapport constant mais spécifique à la population et à l'espace dans un monde colonial segmenté par les inégalités et les différences (classe, genre, appartenance ethnoculturelle, éducation, réseaux, etc.).

#### Notes

---

---

---

---

---

---

# RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS

## Écoles privées et domination sociale au Québec : une lecture sur le temps long

**Ollivier HUBERT,**

professeur, Département d'histoire,  
Université de Montréal, CIEQ

L'historiographie de l'éducation est orientée par trois perspectives classiques. La première fait de la question scolaire une affaire d'État, soit pour en admirer la progression, soit pour en critiquer les effets de contrôle. La seconde entend faire l'histoire des écoles comme expériences pédagogiques : leurs évolutions sont alors envisagées pour elles-mêmes dans une visée essentiellement érudite qui espère rendre compte de la complexité des ajustements des dispositifs éducatifs. La troisième analyse les relations entre le phénomène scolaire et la société. Une version « optimiste » de ce dernier courant mesure l'avancement du désir de scolarisation comme le moteur essentiel d'un progrès social. Nous adoptons une seconde version, plus critique et d'inspiration bourdieusienne, en appréhendant l'école comme un site privilégié de production des inégalités.

Si toutes les autres voies présentées du regard historien porté sur l'enseignement ont été au Québec poursuivies, on doit noter la relative discrétion historiographique d'approches inspirées de la sociologie du dévoilement. Dans l'ensemble, on chercha plutôt à établir les retards et les progrès de l'école québécoise, à en identifier les causes et à distribuer les responsabilités. À cet égard, la caractérisation du rôle de l'Église est restée un objet d'interrogation central, éclipsant la question de l'usage du scolaire et de la culture légitime par les groupes canadiens-français dominants. Nous souhaitons donc proposer une lecture de cet usage en discernant les grandes logiques et étapes (de la Nouvelle-France aux années 1970) du lien entre domination sociale et école au Québec, en nous attachant particulièrement à l'analyse de l'évolution des rapports entre la construction des élites québécoises et les institutions privées francocatholiques.

### Notes

---

---

---

---

---

---

---

## RÉSUMÉS DES COMMUNICATIONS

### « Un tel homme ne doit point avoir autorité sur le public ». Mise à l'épreuve des représentations de l'homme de pouvoir dans la société rurale québécoise, 1800-1870

**Jean-René THUOT,**  
stagiaire postdoctoral,  
Université de Rennes 2 (France)

L'intérêt pour l'étude des élites en territoire québécois préindustriel s'est matérialisé principalement dans trois champs ces dernières années : le champ socio-économique, le champ institutionnel et le champ judiciaire. Dans le champ proprement culturel, particulièrement en milieu rural, le chantier demeure largement ouvert. Cette réalité nous conduit à proposer une incursion du côté des représentations publiques des hommes de pouvoir. Comment s'affichent les élites locales dans le jeu politique ? Quelles valeurs cherchent-ils à incarner ou défendre ? De qui se réclament-ils, et à qui souhaitent-ils s'associer ? Et en définitive, quelles qualités ou traits de caractère apparaissent comme essentiels aux hommes de pouvoir, et plus particulièrement à ceux rattachés aux cercles élitaires ?

La mise en lumière de ces éléments passe par un examen du parcours de plusieurs acteurs institutionnels de la scène publique locale, qui s'impose naturellement comme premier lieu de construction et de mise à l'épreuve des images du pouvoir. À une époque où la représentation picturale des hommes de pouvoir n'occupe qu'une portion congrue dans l'espace public, la démarche initiée est donc double : décrire les mécanismes en vertu desquels s'élaborent les images, pour ensuite comprendre leurs finalités. En bout de ligne, la confrontation des modèles construits aux réalités du jeu politique participe à révéler une part de l'identité des acteurs institutionnels.

#### Notes

---

---

---

---

---

---

---

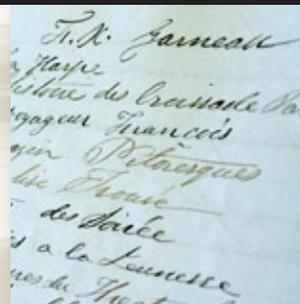
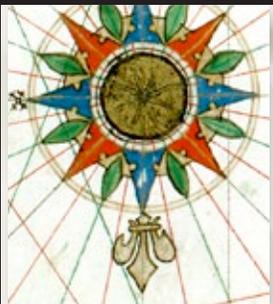
---

---

---







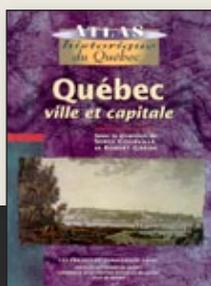
**DOMAINES DE RECHERCHE :** Rapports espace-économie-société | Populations, âges de la vie et transmission | Cultures religieuses | L'institution | Réseaux et mouvements sociaux

# ciéq

Centre  
interuniversitaire  
d'études québécoises

Un lieu de formation,  
d'échanges intellectuels  
et d'interdisciplinarité

[www.cieq.ca](http://www.cieq.ca)



## Atlas historique du Québec

Une collection novatrice, scientifique, éducative et culturelle destinée à la fois aux spécialistes et au grand public.



## Nouvelle publication

Collection « Cheminements »

### Le régime seigneurial au Québec: 150 ans après

Bilans et perspectives de recherches à l'occasion de la commémoration du 150<sup>e</sup> anniversaire de l'abolition du régime seigneurial

Sous la direction d'Alain Laberge et Benoît Grenier

Présent à l'Université du Québec à Trois-Rivières et à l'Université Laval, le CIEQ est un regroupement stratégique reconnu par le FORSC.



UNIVERSITÉ  
**LAVAL**

**UQTR**  
Université du Québec à Trois-Rivières